
SOLDAT, SOUS L'UNIFORME,
TU RESTES UN TRAVAILLEUR !

SOMMAIRE

Présentation	1
I - Qu'est-ce que l'armée bourgeoise ? Pourquoi la vie y est-elle si dure pour les soldats ?	3
II - Quels objectifs doit se fixer un comité de soldats ?	6
III - Quelles revendications le comité peut-il avancer ?	9
IV - Quelles forces peuvent contribuer à briser l'isolement des soldats ?	11
V - De quelle organisation le comité doit-il se doter ?	14
VI - Comment continuer la lutte après le service ?	24

PRESENTATION

Cette brochure s'inspire de l'expérience modeste, mais sûre, d'un groupe de travailleurs qui a essayé de mener à la caserne, comme à l'usine et au bureau, la lutte contre l'oppression quotidienne du capitalisme.

Elle a pour but d'aider la jeunesse ouvrière à s'organiser pour vaincre l'isolement dans lequel les dures conditions du service militaire plongent une partie de ses membres, en renouant avec des traditions abandonnées depuis des dizaines d'années par les dirigeants réformistes.

Elle rassemble dans ce but quelques conseils utiles pour mener à bien des tâches qui reviennent, à la caserne, aux ouvriers conscients de leurs intérêts de classe.

Elle vise à inviter ces camarades à profiter de la rude expérience de la lutte à la caserne pour acquérir les méthodes de lutte et se donner des armes qui, demain, lorsque tomberont les masques du libéralisme, serviront quand aura lieu l'affrontement inévitable et sans merci entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

I - QU'EST-CE QUE L'ARMÉE BOURGEOISE ?
POURQUOI LA VIE Y EST-ELLE SI
DURE POUR LES SOLDATS ?

La bourgeoisie prétend que la tâche essentielle de l'armée, c'est la "défense nationale". C'est un mensonge grossier, nous le verrons plus tard, mais admettons une seconde que ce soit vrai. Pourquoi dans ce cas faudrait-il isoler les travailleurs sous l'uniforme des autres travailleurs ? Pourquoi faudrait-il qu'ils soient soustraits pour de longs mois à la vie "normale", pour être, en temps de paix, soumis à un règlement de temps de guerre ?

La raison en est simple. La société capitaliste est, plus que toute autre société divisée en classes, traversée par des antagonismes de classe. La bourgeoisie exploite la classe ouvrière. Celle-ci est poussée à lutter et à s'organiser pour se défendre et, dans les grands moments de crise où la bourgeoisie et la classe ouvrière s'affrontent de plus en plus violemment, cette dernière tend à s'emparer des armes pour son propre compte, pour en finir avec l'exploitation et s'émanciper.

C'est pourquoi il existe une armée permanente qui se développe à côté de la population sans armes. Galley avait raison de dire que "l'armée est le dernier rempart de la société libérale".

Mais les bourgeois se battent aussi entre eux, entre entreprises, branches d'industrie, pays. C'est qu'il n'y a pas de capitalisme sans concurrence, bien que celle-ci puisse être momentanément abandonnée par la bourgeoisie pour mieux se liguer contre la classe ouvrière (cf. la Commune de Paris). C'est pourquoi ils ont besoin d'armées, non seulement pour tenter de

maintenir en esclavage les peuples dominés dans leurs zones d'influence et de pillage impérialiste (Vietnam, Algérie, Zaïre, Tchad, etc.) mais pour protéger ces zones contre les appétits de leurs concurrents.

Les oppositions d'intérêts entre bourgeois sont si grandes que dans leurs conflits ils sont obligés d'entraîner la masse de la population . Or cette masse est avant tout composée de travailleurs ! Voilà un vrai casse-tête pour les classes dominantes : d'un côté elles désarment les travailleurs pour maintenir leurs privilèges, mais d'un autre côté elles doivent leur donner des armes pour les faire intervenir dans leurs querelles, alors que les ouvriers, dans les différents pays, ont, eux, les mêmes intérêts !

En d'autres termes, voici comment se pose le problème pour la bourgeoisie : comment parvenir à faire marcher les ouvriers contre d'autres ouvriers des pays étrangers, des colonies et du même pays à l'occasion des grèves, et demain dans la révolution ?

La solution est de mettre ces travailleurs dans une sorte d'état d'exception, d'état de siège, d'état de guerre permanent où ils n'aient plus d'autre solution que d'obéir parce qu'on les aura privés de toute force et capacité de réagir pour défendre leurs intérêts propres.

C'est le rôle du règlement militaire mis dans les mains des officiers, cette caste d'origine bourgeoise. Ce règlement est destiné à couper les travailleurs sous l'uniforme des travailleurs en civil, à isoler les soldats entre eux à la caserne. La bourgeoisie sait ce que les chefs ouvriers réformistes essaient de cacher aux travailleurs : la classe ouvrière n'est forte que quand elle s'unit. La bourgeoisie se

donne donc tous les moyens pour briser cette force. C'est pourquoi le corps des officiers fait peser sur les soldats une véritable terreur qui n'est pas due à la bêtise crasse des officiers, à l'"inaptitude des chefs", comme voudraient le faire croire les démocrates. Cette terreur est la condition indispensable de l'existence de l'armée bourgeoise qui ne peut jouer son rôle antiprolétarien (et antipopulaire dans les colonies) que si la partie de la classe ouvrière qui est à la caserne est fractionnée, atomisée, que si toute réaction instinctive de solidarité entre soldats, entre ouvriers de l'intérieur et de l'extérieur de la caserne a été détruite. Voilà la fonction du Règlement de Discipline Générale des Armées, des Tribunaux Permanents des Forces Armées, de la Sécurité Militaire. C'est d'ailleurs pourquoi il est illusoire pour les soldats de réclamer aujourd'hui leur abrogation : celle-ci implique la mort de l'armée bourgeoise, ce qui suppose une situation directement révolutionnaire où la classe ouvrière impose déjà sa force à la bourgeoisie, où elle est déjà dominante, et cette situation est encore lointaine. Ce qui ne veut pas dire qu'il est impossible pour les soldats de faire échec aux conséquences de la terreur exercée par le commandement; cela signifie qu'il est nécessaire de développer une solidarité effective entre soldats, et entre soldats et ouvriers, seule base possible pour que le rapport de forces entre soldats et officiers puisse, même localement et pour un certain temps seulement être favorable aux soldats.

Naturellement la terreur qui découle du règlement militaire s'accompagne d'une propagande effrénée qui vise à monter les soldats contre les ouvriers, à développer la haine du rouge, de l'étranger, du "bicot" - car notre rutilant

corps d'officiers et à sa traîne celui des sous-officiers s'est forgé ses plus glorieuses traditions dans la guerre impérialiste et dans plus de cent ans d'expérience coloniale... Non seulement il s'agit d'étouffer chez le soldat tout sentiment d'appartenance à une classe, mais même d'extirper en lui tout sentiment de dignité humaine, afin de mieux le soumettre à la discipline aveugle.

La situation des soldats est d'autant plus difficile que le service militaire met la plupart des familles ouvrières dans une gêne insupportable et que les chefs réformistes ont complètement ligoté les travailleurs face à la caste des officiers (on ne collabore pas à des guerres impérialistes sans que cela laisse des traces...) en privant les travailleurs sous l'uniforme de l'appui de la classe ouvrière organisée.

II - QUELS OBJECTIFS DOIT SE FIXER UN COMITE DE SOLDATS ?
--

L'organisation de la bourgeoisie pour désorganiser les travailleurs sous l'uniforme et entretenir leur isolement aboutit dans ces conditions à une telle misère physique et morale, s'accompagne d'une telle oppression que, nécessairement, tôt ou tard, doivent se manifester des réactions de solidarité élémentaire pour tenir le coup face aux brimades des officiers et sous-officiers. C'est de ce besoin réel que naissent

les comités de soldats, indépendamment des idées que se font leurs membres et de tout ce qui a pu être dit à leur sujet.

Naturellement, on imagine mal que les soldats puissent s'organiser face aux officiers, que les travailleurs sous l'uniforme nouent des liens de solidarité avec les travailleurs en civil, qu'ils entraînent derrière eux des paysans, des éléments des classes moyennes, etc., sans que cela entraîne des réactions du corps des officiers.

L'idée fumeuse d'un "syndicat de soldats" qui organiserait au vu et au su de tout le monde la masse des soldats auxquels on donnerait tous les "droits du citoyen" a fait long feu. C'est déjà une idée dont la réalisation est utopique aujourd'hui car elle entre en contradiction avec la nature même de l'armée bourgeoise. Si elle devait avoir une application pratique un jour, elle ne serait qu'une tentative mensongère de cacher, avec l'appui des chefs ouvriers réformistes, la mise en place d'une véritable machine de guerre contre toute organisation des soldats indépendante de la hiérarchie militaire. Toute l'histoire du mouvement ouvrier montre que pour pouvoir parvenir à organiser massivement et ouvertement les soldats dans des comités ou commissions totalement indépendants où ils défendent leurs intérêts matériels, il faut que l'armée soit déjà fortement ébranlée par une crise de très grande ampleur, provoquée par une guerre ou une crise révolutionnaire, la guerre pouvant d'ailleurs entraîner une crise révolutionnaire dans certains cas.

Faut-il alors, en attendant pareille situation, se rouler les pouces et ronger son frein ? Non, car la tendance des soldats à s'organiser, à se

serrer les coudes, à lutter contre le fayotage, la concurrence acharnée, à améliorer leurs conditions de vie, cette tendance est absolument inévitable. Le problème est de tenir compte des conditions présentes et d'adapter à cette situation les objectifs et la forme des comités de soldats.

L'expérience montre qu'un comité peut réagir avec le plus grand profit en renforçant les réactions des soldats tendant à la solidarité. Il peut le faire aujourd'hui sans compter nécessairement des membres nombreux, mais en groupant des militants qui fassent un travail patient d'éveil des soldats à la solidarité et à la nécessité de s'unir à la lutte de la classe ouvrière ; il peut le faire par voie de tracts, de dénonciations judicieuses, par la parole, sans que les agitateurs dévoilent nécessairement leur appartenance au comité. La tâche de ce dernier est avant tout :

- 1) de coordonner l'agitation de tous ses membres,
- 2) de constituer un réseau clandestin qui rompe les barrières entre sections et compagnies, qui ait des membres dans toutes les cellules de la caserne afin de permettre aux informations de circuler vite et de briser l'isolement des soldats, de répercuter rapidement, en cas de besoin, les consignes pour une agitation donnée,
- 3) d'ancrer des points d'appui extérieurs pour la fabrication du matériel, pour organiser une action combinée (externe et interne) de dénonciation, etc.,
- 4) d'assurer la continuité physique du comité par un recrutement de ses membres et un travail régulier qui fassent progresser le niveau de conscience des soldats malgré la rotation rapide des classes.

Par tout ce travail patient, régulier, sans éclat inutile, le comité, sans encadrer nécessairement un grand nombre de soldats, pourra néanmoins parvenir à gagner la sympathie de la masse des soldats, à trouver une complicité effective dans leur masse, à donner aux soldats le sentiment et la force d'une vie collective. Il deviendra ainsi l'affaire des soldats.

Peut-être un jour l'occasion se présentera-t-elle pour une action qui entraînera la masse des soldats. Alors, évidemment, les membres seront portés à la tête de cette lutte pour laquelle une direction aura été préparée depuis longtemps, et qui aura plus de chances de marquer des points. De plus, le comité aura alors "assuré ses arrières", ce qui permettra, en cas d'échec, une meilleure retraite. De plus, si l'adversaire - comme cela est fort probable - une fois le calme revenu, frappe, sa tâche sera plus difficile, et si des membres sont victimes de la répression, la force collective des soldats ne sera pas forcément gravement entamée. Un pas aura quand même été fait dans "l'union grandissante des travailleurs".

III - QUELLES REVENDICATIONS LE
COMITE PEUT-IL AVANCER ?

Le but de cette brochure n'est pas d'élaborer dans ses détails une "plate-forme de comités" mais d'aider les futurs soldats à s'y retrouver dans les discussions qui doivent nécessairement

définir une telle plate-forme.

L'idée est que les revendications doivent diminuer les difficultés économiques du soldat (de l'ouvrier, bien sûr, mais aussi du paysan pauvre, de l'employé, etc.) mais également unir les soldats en liaison avec la classe ouvrière et contre la hiérarchie militaire.

C'est pourquoi une revendication comme le SMIC pour les appelés est un objectif primordial qui a une valeur générale, même s'il faut lui trouver une formulation plus immédiate, comme l'augmentation de la solde à 600 F, car il répond aux différents critères définis plus haut.

Il en est de même de la diminution du temps de service, de l'augmentation de la durée et du nombre des permissions, du choix de la date d'incorporation, du service près du domicile, de la gratuité des transports, etc., qui allègent un peu les difficultés de vie. Ces revendications se heurtent à l'opposition de la hiérarchie, ce qui renforce en même temps le besoin de lutter contre les brimades, les punitions, les sanctions des TPTA (Tribunaux Permanents des Forces Armées), etc., contre l'interdiction de la lecture des journaux, et du "crime" d'association. Bien entendu, un allègement du sort des soldats ne viendra jamais d'une réforme de l'armée mais seulement de la pression collective que soldats et ouvriers organisés peuvent exercer sur la hiérarchie militaire. Cette pression ne peut être le résultat de la revendication de droits du citoyen ou d'une règle morale mais de l'organisation des soldats sur la base de leurs intérêts propres, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte émancipatrice.

Une autre série de revendications vise essentiellement à combattre d'une part, toute division entre les soldats et d'autre part, toute opposition entre travailleurs sous l'uniforme et travailleurs en civil, ce qui n'est possible que par l'union de l'ouvrier et du soldat.

Il s'agit de lutter :

- 1) contre le bris de grève par l'armée, en mettant en valeur son rôle anti-ouvrier,
- 2) pour le retour des troupes d'Allemagne et des colonies (sans ce retour, l'union serait impossible entre ouvriers français et allemands et entre ouvriers de la métropole et ouvriers des colonies et semi-colonies),
- 3) contre le racisme et les discriminations nationales et raciales dont sont victimes les appelés des DOM-TOM ou de récente nationalité française.

Là aussi, il ne sert à rien d'invoquer le respect d'une quelconque règle morale. Les objectifs ont pour but d'unir les soldats entre eux, les ouvriers et les soldats entre eux, et, pour être atteints, ils ne peuvent s'appuyer que sur la lutte ouverte et directe et non sur la garantie d'une quelconque règle constitutionnelle.

<p>IV - QUELLES FORCES PEUVENT CONTRIBUER A BRISER L'ISOLEMENT DES SOLDATS ?</p>
--

Le comité s'aperçoit bien vite que sa tâche se-

rait considérablement facilitée par une aide pratique extérieure. Ou plutôt l'expérience montre que sans cette dernière les problèmes les plus petits, les plus simples et les plus immédiats (rédiger un tract, avoir des adresses sûres, des relais, etc.) prennent vite une dimension considérable qui gêne et bien souvent même empêche le travail le plus élémentaire, multipliant par ailleurs les risques courus par les soldats alors que des militants extérieurs à la caserne ont évidemment une plus grande liberté de mouvement.

Aussi les soldats se tournent-ils vers l'extérieur pour demander de l'aide ! Mais à qui faire appel ?

- Il y a d'abord les démocrates "de progrès", la "ligue des droits de l'homme", les curés et les intellectuels "de gauche", les avocats "progressistes", bref, la masse des "bien-pensants".

Parmi eux, il peut y avoir des individus sympathiques, dévoués, mais cela ne suffit pas pour les prendre au sérieux quand ils agissent, surtout quand ils constituent entre eux des organisations. Car ils agissent au nom de la justice, de la loi, de la charte des "droits" de l'homme ou de tout autre principe similaire. Ceci peut les conduire à donner au moins individuellement une aide utile qu'il serait fou de ne pas utiliser, de façon secondaire et occasionnelle. Mais il serait dangereux de compter sur leurs réseaux ou sur leur "force" pour obtenir l'aide dont les soldats ont besoin. En effet, ces gens n'iront jamais au-delà de la légalité, ou s'ils le faisaient momentanément, ce serait toujours pour faire une démonstration éclatante et sans lendemain, jamais avec l'idée de contribuer à constituer une force qu'il ne faut pas brûler mais

qu'il faut développer dans une guerre, parfois souterraine, parfois ouverte, entre les classes.

D'ailleurs à quoi ont-ils véritablement servi, ces démocrates, face à la campagne menée fin 75, début 76, sinon à empêcher le mouvement antimilitariste de faire quoi que ce soit de réel dès que les partis de gauche ont dénoncé les comités.

- Les partis de gauche et les dirigeants syndicaux sont tous résolument pour la défense de l'armée telle qu'elle est, et de son pilier central la hiérarchie militaire. Dès que la bourgeoisie a tapé du poing sur la table (cf. Décembre 1975), ils se sont lancés, tantôt sournoisement, tantôt ouvertement, à la chasse aux militants antimilitaristes et même tout simplement aux sections syndicales qui voulaient apporter un soutien élémentaire à la lutte des soldats. A la caserne, ils proposent de mettre en place des "clubs" et des "commissions" non pas contre la hiérarchie, mais au contraire avec la hiérarchie, c'est-à-dire contre la classe ouvrière. Il est donc clair que compter sur leur appui reviendrait à disposer soi-même le piège dans lequel on va tomber.

- Que reste-t-il donc ? Il reste des organisations qui se placent véritablement du point de vue de la classe ouvrière, des comités qui luttent pour unir les travailleurs et les soldats, pour développer parmi les ouvriers le besoin de se solidariser avec la lutte de leurs camarades sous l'uniforme, de préparer la jeunesse ouvrière à la vie à la caserne.

Ces organisations, qu'il s'agisse de comités antimilitaristes, de comités de soutien, de sections ou de fractions de sections syndicales, sont peu nombreuses, comptent aujourd'hui peu

de forces, mais sont les seules à se placer sur un terrain où quelque chose de solide peut être construit, où le minimum de sérieux et de garantie est donné aux comités de soldats qui, sans cela, ne peuvent compter, hélas, que sur eux-mêmes, et se débattre dans des difficultés souvent insurmontables.

V - DE QUELLE ORGANISATION LE
COMITE DOIT-IL SE DOTER ?

Pour empêcher toute tentative d'union des soldats (et encore plus d'union des soldats et des ouvriers) la bourgeoisie dispose de plusieurs corps de répression spécialisés :

- la caste des officiers, qui traîne à sa suite les sous-officiers, sans cesse sur le dos des soldats, utilisant le bâton et la carotte,
- la sécurité militaire, les flics de l'armée, en civil et en uniforme, dans la caserne et hors de la caserne,
- en Allemagne, la prévôté, gendarmerie de l'armée,
- la DST (Défense de la Sécurité du Territoire),
- plus tout un corps de mouchards à l'intérieur et à l'extérieur de la caserne (dont quelques appelés).

Cela ne doit ni effrayer, ni empêcher la lutte. Ce lourd appareil de répression n'est pas sans

failles, et face à lui les comités de soldats bénéficient souvent du soutien tacite de la masse des soldats. Mais cela permet de comprendre que les questions de sécurité sont fondamentales : toute activité tournée vers l'organisation des soldats est nécessairement une activité illégale et doit donc être entourée de précautions qui ont un double but :

- permettre, par la connaissance de l'organisation de la hiérarchie militaire et de tout le corps de répression, le travail du comité en profitant de toutes les failles du système,
- assurer la durée et la continuité du comité, c'est-à-dire faire en sorte qu'il ne puisse que difficilement être entièrement démembre par une vague de répression, ce qui suppose la prévision de cette répression et le cloisonnement du comité.

Tout autant que de principes d'action et d'une plate-forme, le comité doit donc se doter de règles de sécurité élémentaires qui doivent être impératives pour tous ses membres et doivent donc lui permettre d'agir en prévoyant la répression qui en découlera nécessairement, et en lui faisant face pour le mieux.

[- - - - -]
A - QUELQUES "ERREURS" A EVITER
[- - - - -]

Certaines erreurs graves (dont la première et la plus grossière est le contact avec des officiers dits "progressistes" pour l'occasion), montrant l'absence totale de préparation des travailleurs partant à la caserne, et qui ont facilité le travail de répression de la bourgeoisie, doivent être indiquées :

eg. L'action ouverte (au nom du comité) :

Il faut le répéter encore une fois : notre ennemi à la caserne, c'est la hiérarchie, toute la hiérarchie. Ce dévoiler face à elle (ne serait-ce qu'à un de ses membres, aussi "compréhensif", "progressiste" et "démocrate" qu'il soit) c'est signer l'arrestation du comité.

C'est pourquoi la proclamation à grand renfort de publicité de création d'un comité (certains ayant été jusqu'à publier les noms des soldats !), les conférences de presse (même masqué, il est très facile de se faire reconnaître en photo, la preuve en a été faite...), les pétitions (qui, si elles ne sont que des chiffons de papier avec lesquels on prétend remplacer la lutte à l'usine, sont en plus dangereuses à la caserne car elles permettent à la hiérarchie les mutations, l'isolement et la répression), les distributions de tract au vu et au su de tous, l'agitation faite immédiatement à la base au nom du comité (qui amène les membres du comité à se découvrir devant tous les soldats, donc devant la hiérarchie à plus ou moins long terme), toutes ces actions sont à proscrire totalement. L'activité ouverte peut sembler permettre le développement rapide de l'agitation et de la propagande du comité, parmi les soldats qui, généralement, sont massivement favorables à ses revendications. Mais ce type d'activité a l'"inconvenient" de faire connaître les membres du comité à la hiérarchie.

Et il est hors de question aujourd'hui (et sans doute pour une longue période encore) de pouvoir parler de rapport de forces entre la hiérarchie et les soldats, celui-ci ne pouvant exister qu'en s'appuyant sur un ample mouvement de lutte de la classe ouvrière, une période où

la classe ouvrière dispute le pouvoir à la bourgeoisie, seule période capable de donner la force à la partie la plus exploitée de la classe, les travailleurs sous l'uniforme, de se révolter ouvertement sans que la bourgeoisie puisse mettre en oeuvre une répression suffisante pour briser le mouvement (il faut avoir conscience du fait que si l'appartenance à un comité de soldats n'est aujourd'hui sanctionnée que par deux mois de prison, demain et dans une période plus difficile, la bourgeoisie n'hésitera pas à coller les soldats combattifs au poteau d'exécution, les exemples historiques sont nombreux à nous le prouver). Cette situation est encore très lointaine, mais c'est une raison supplémentaire pour être particulièrement attentif à la question de la totale indépendance du comité.

o†. Le comité doit s'assurer une imperméabilité totale :

- à l'intérieur de la caserne, vis-à-vis de la hiérarchie mais aussi vis-à-vis des autres soldats,
- à l'extérieur de la caserne, vis-à-vis de toute organisation politique de la gauche officielle et de la hiérarchie syndicale.

Cela ne signifie évidemment pas que l'on s'interdit tout contact (donc tout appui) de la part des forces qui aujourd'hui revendiquent le soutien de classe inconditionnel à la lutte des travailleurs sous l'uniforme (certaines organisations politiques ouvrières, certaines organisations syndicales de base). Mais les contacts avec ces organisations doivent s'entourer de précautions et ne doivent pas amener à révéler les aspects organisatifs du comité (notamment le nombre de membres, leurs noms et adresses, les lieux de rendez-vous, etc.), car aujourd'hui ra-

res sont celles qui ont fait la preuve du minimum de sérieux dans l'organisation pour que les soldats puissent leur faire confiance.

†. Le recrutement "large" du comité :

Le recrutement de membres pour le comité, qui doit permettre de continuer son action dans le temps, est une opération délicate. La SM possède de toujours à la caserne, parmi les appelés, des "antennes" qui essaient de détecter le comité.

Tout soldat cherchant à entrer en contact avec le comité doit dans la mesure du possible être surveillé pendant un certain laps de temps, à l'intérieur comme à l'extérieur de la caserne par les membres du comité. Une semaine de surveillance peut parfois suffire pour voir s'il a des contacts avec des civils louches ou des officiers.

Il faut bien sûr aujourd'hui éliminer tous les "marginiaux" qui sont des éléments sur lesquels la hiérarchie peut faire facilement pression.

Il faut aussi se méfier des militants politiques ou des responsables syndicaux dont les organisations ont clairement rejeté l'appui à la lutte des soldats (certaines d'entre elles entretenant par ailleurs des contacts plus ou moins directs avec des officiers).

Les membres de ces organisations (et plus particulièrement les militants politiques) dont les directions refusent explicitement l'organisation autonome des soldats contre la hiérarchie, doivent être conscients qu'ils agiront en enfreignant les règles de leurs organisations et ne devront révéler à celles-ci aucun des aspects de la vie du comité. D'une manière géné-

rale, il faut éviter que de tels éléments aient la moindre responsabilité dans le comité. Car s'il peut s'agir d'éléments sincères, il faut savoir que certaines organisations dites "ouvrières" essaient sans aucun doute de s'infiltrer dans les comités afin de les dénoncer à la hiérarchie.

[- - - - -]
[B - CONSEILS POUR L'ORGANISATION DU COMITE]
[- - - - -]

Ces conseils ne constituent pas une liste complète, mais quelques principes permettant l'organisation d'une action illégale. Pour avoir un aperçu des méthodes habituelles qu'emploie la police, il est bon de lire le livre de Victor Serge : "Ce que tout militant doit savoir de la répression", Ed. Maspéro.

o‡. le cloisonnement :

C'est une mesure élémentaire pour rendre plus difficile l'organisation de la répression.

- chaque membre du comité ne doit connaître que le minimum d'aspects organisatifs dont il a strictement besoin pour son activité,
- l'organisation sur la base de triangles, pour donner un exemple, permet à chaque membre du comité de n'en connaître que deux autres. Pris par la SM, il ne peut dévoiler qu'un minimum de noms.

o‡. les réunions :

- l'organisation des réunions par triangle, pour reprendre l'exemple précédent, est un bon moyen de rester discret. Il faut éviter de se réunir par plus de trois ou quatre et surtout ne jamais faire d'assemblée générale dans les conditions présentes.

- les réunions à la caserne³ sont à éviter au maximum. Les lieux publics ne sont à utiliser qu'avec prudence. Les cafés et les jardins publics dans les villes de garnison sont souvent surveillés par la police (y compris en Allemagne). Et un policier en civil n'a pas forcément un imperméable et le crâne rasé !

o‡. le matériel :

Il faut savoir que la police cherche surtout aujourd'hui les liaisons entre les organisations politiques et les comités. Il faut donc avant leur départ à la caserne que les militants et sympathisants se débarrassent de tout matériel politique chez eux (tracts, journaux, matériel interne, etc.) et bien sûr n'amènent rien à la caserne.

o‡. le "témoin" :

En cas de répression importante à la caserne, immobilisant le comité, il est bon d'avoir prévu un "membre inactif", peu soupçonnable par la hiérarchie, et qui soit chargé d'informer l'extérieur de la caserne.

o‡. le courrier :

Le courrier militaire n'est pas automatiquement ouvert en temps normal (il peut l'être systématiquement en cas d'agitation), néanmoins des prélèvements sont effectués (systématiquement pour toute lettre épaisse et tout colis) tout au long de la chaîne :

au centre de tri militaire, dans les wagons de transport (RFA), par le colonel adjoint au régiment (officier supérieur des effectifs), par le commandant de compagnie.

Il faut savoir de plus que le passage d'une frontière pour poster du courrier n'est nulle-

ment une assurance : le courrier peut en effet repasser la frontière pendant le convoi et un officier monter dans le wagon de tri postal ! Le courrier (ainsi que les cabines téléphoniques à proximité de la caserne) est donc un moyen de liaison à éviter.

•‡• L'agitation immédiate :

Une des tâches élémentaires des membres du comité est d'organiser dans leur unité d'appartenance (batterie, peloton, section...) l'agitation immédiate, notamment sur les revendications du comité, permettant d'accentuer la rupture de classe entre les soldats et la hiérarchie sur tous les aspects de l'exploitation et des trahis- des quotidiennes. Lorsque les circonstances le permettent, il faut concentrer le potentiel de révolte des soldats sur une ou deux revendications (qui peuvent être la nourriture, l'hygiène, etc.) en utilisant le réseau du comité pour faire circuler les informations sur les refus d'ordre ou autres méthodes de lutte effectués par telle ou telle section et que la hiérarchie cherche à masquer, mais en utilisant aussi les liaisons de chaque membre du comité avec les soldats de sa "classe" généralement dispersés dans toute la caserne.

Cette agitation doit bien sûr être faite de manière "individuelle", c'est-à-dire sans jamais révéler son appartenance au comité aux autres soldats.

•‡• comment réagir en cas d'arrestation ?

Il faut d'abord savoir que la hiérarchie (ou la SM) essaie de faire pression en menaçant de la Cour de Sécurité de l'Etat, assortie de 5 à 10 ans de prison, en promettant des "difficultés" à la sortie de la caserne pour trouver un emploi.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

- la hiérarchie ne semble pas encore prête à ôter son "masque démocratique" actuel, la peine maximum encourue étant de 60 jours de prison avec mutation de régiment à la sortie,

- la SM ne peut actuellement faire pression sur l'emploi que pour certaines catégories de fonctionnaires (PTF, etc.),

- la pression physique a été parfois utilisée. Elle reste actuellement assez rare et consiste essentiellement en un interrogatoire prolongé et quelques coups, ce à quoi il faut se préparer.

La réaction à l'interrogatoire doit être différenciée suivant les cas :

- pris en flagrant délit "véniel" (possession d'un tract) : inventer une histoire (tu l'as trouvé dans tes affaires, où il a été mis à ton insu) et s'y tenir ; mieux, avoir son histoire préparée à l'avance ; elle doit être simple et vraisemblable, de manière à ne pas se faire mettre en contradiction pendant un interrogatoire qui peut être très long.

- arrêté sur simples soupçons : il faut nier tout en bloc et surtout ne pas être dupe des "trucs" de la SM, qui sont toujours les mêmes : "on sait tout, on te file depuis plusieurs semaines", "on connaît ton passé de militant", "tous tes copains ont parlé", "on sait que c'est toi le chef, si tu ne parles pas, tu vas écoper pour les autres", etc. Si les flics montrent des preuves, vraies ou fabriquées (photos, enregistrement, aveux signés d'un autre membre du comité) ne pas se laisser impressionner et se réfugier dans le mutismo pur et simple : en n'ouvrant pas la bouche, tu n'entres plus dans le jeu des flics : tu ne peux ni avouer, ni te trahir par

une hésitation, ni laisser échapper involontairement un renseignement (attention : en face, ce sont des professionnels !), ni s'effondrer parce que les flics t'auront démontré que ton histoire ne tient pas debout.

- pris en flagrant délit "grave" : selon les cas, on peut, sans nier l'appartenance au comité, donner l'impression d'être un élément très périphérique et sans responsabilités. Là aussi, prévoir un petit scénario simple et vraisemblable qui résiste à l'interrogatoire. Si c'est grave et manifeste, la seule solution est le mutisme pur et simple.

- de toute façon, il ne faut jamais rien avouer d'important, et surtout ne jamais donner aucun renseignement aux flics sur l'organisation du comité, les participants, etc. La dénonciation d'un camarade est inadmissible, quelles que soient les pressions, les menaces ou même les coups qu'on reçoit, et le militant conscient et préparé qui "flanche" ne mérite plus la confiance de ses camarades (cela ne signifie pas qu'il faut mépriser le novice impréparé qui aura flanché ; cela montre combien il est essentiel de préparer tous les membres du comité à ces questions). Enfin, ne pas être dupe, après le passage à tabac, de la visite de l'officier "démocrate" qui "désapprouve ces méthodes" et s'offre à "arranger l'affaire" pourvu qu'on donne juste un ou deux noms... Qu'ils montrent ouvertement leur brutalité et leur violence (et qu'est-ce que l'armée sinon la violence professionnelle et organisée ?) ou qu'ils jouent aux curés doucereux, nous ne devons avoir pour ces gens-là que haine et mépris.

+. Remarques :

- il ne faut jamais indiquer son appartenance syndicale et surtout politique, et attendre que la police en fasse la preuve (ce qui sera difficile si tout le matériel politique a été évacué de chez toi et si tu n'as rien à la caserne),
 - il ne faut jamais signer de déclarations autres que celle comportant identité et adresse civile,
 - il est totalement inutile de faire des déclarations de principe fracassantes sur l'antimilitarisme, qui ne convaincront certainement pas les officiers mais amèneront l'alourdissement de la peine de prison.
 - enfin, il faut savoir que les règles de sécurité sont longues à pénétrer dans le crâne et à devenir une véritable "seconde nature". D'un seul détail peut dépendre, dans certains cas, la vie du comité. Il est donc toujours utile de régulièrement tester le comité dans son ensemble (et ses membres individuellement) afin de se rendre compte si les "bonnes habitudes" ne se perdent pas.
 - en prison, se méfier des "moutons".
-

VI - COMMENT CONTINUER LA LUTTE
APRES LE SERVICE ?

Au cours de l'année à la caserne, on voit concrètement ce que signifie la surexploitation, l'abrutissement et les vexations, la terreur exercée par le commandement auquel les soldats n'obéissent que par la peur.

On voit les difficultés de tout travail à la caserne, les occasions manquées de développement de l'agitation par manque ou faiblesse de l'appui des travailleurs à l'extérieur de la caserne.

Aujourd'hui, même les organisations de soutien à peine embryonnaires que constituaient les CDA et CAM ont été balayées par la répression ou même la simple menace de répression (et il faut voir une leçon dans la facilité avec laquelle la bourgeoisie les a brisées avec l'aide du réformisme). Les confédérations font le "ménage" chez elles et n'ont pas hésité à dissoudre UL et même UD alors que la répression qui s'accroissait dans les casernes rendait le soutien aux comités encore plus nécessaire.

Aussi, spontanément, un peu partout, se sont créés des "groupes d'anciens soldats" qui se proposent de soutenir le comité dans lequel ils se trouvaient (rédaction et diffusion de tracts, etc.), de populariser les revendications économiques et politiques des soldats, ainsi que de défendre les victimes de la répression de la hiérarchie et de préparer les futurs appelés.

C'est une bonne manière d'assurer le soutien à la lutte des soldats, d'autant plus que les habitudes de travail ont été prises à la caserne,

et qu'il régnait une confiance réelle entre les membres du comité, née de l'acceptation d'une plate-forme et de règles de sécurité conçues et défendues en commun. Ces habitudes ne doivent pas cesser dans ces groupes. Le travail de soutien des soldats à la caserne doit rester totalement clandestin. Aussi est-il préférable que l'amicale soit cloisonnée entre :

- une fraction assurant le travail de soutien au comité de soldats, totalement clandestine (ce qui n'a pas besoin de comporter beaucoup de membres),

- une fraction assurant le travail de popularisation et de défense des victimes de la répression qui, bien que n'étant pas clandestine, doit pouvoir assurer la sécurité de son travail. Il est juste bien sûr de vouloir coordonner l'action de ces groupes, des comités de soutien, des sections syndicales aidant la lutte des soldats. Mais toute coordination, pour ne pas être factice, et pour empêcher de laisser pénétrer l'adversaire par le manque de précautions qui s'ensuit, doit s'effectuer par un très sérieux travail de liaison entre ces organismes où se discutent les objectifs, s'échangent des informations, en tenant compte de la nécessité absolue de l'étanchéité des activités de soutien pratique.

Ce n'est pas la voie qu'a prise la CMSLS qui tente de redonner vie aux centralisations vides et manoeuvrières de type CDA et CAM et qui se contente de faire une agitation générale sur des bases qui marquent même un recul par rapport aux vieux CDA et CAM.

Même si les comités de soutien locaux qui naissent ne peuvent refuser a priori d'adhérer à cette nouvelle organisation et essaient de

L'influencer, c'est bien sur les bases définies plus haut que, petit à petit, pourra naître entre des militants une confiance qui permettra une réelle centralisation de l'appui pratique aux comités de soldats. Ce sera un grand pas de fait qui décuplera les forces des comités. Mais vouloir l'accomplir sans que les conditions minimum soient réunies est le plus sûr moyen d'entraîner encore une fois le mouvement dans la chute et de diminuer encore le maigre appui apporté aujourd'hui aux comités de soldats.

FAIS BON USAGE DE CETTE BROCHURE. NE
LA DONNE PAS SANS L'AUTORISATION DE
LA PERSONNE QUI TE L'A REMISE. SERVE-
T-EN POUR FAIRE PASSER LES IDEES
QU'ELLE CONTIENT ATOUR DE TOI. NE
REVELE A PERSONNE D'OU TU LA TIENS.

